

**Art. 4.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2005.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 20 juli 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,  
M.DAERDEN

De Minister van Vorming,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

—  
Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*  
Stukken van de Raad 168 (2004-2005) Nrs. 1 en 2.  
Volledig verslag, openbare vergadering van 13 juli 2005.  
Bespreking - Stemming.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 2074

[2005/202145]

**20 JUILLET 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg (planche 68/7) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts à Arlon**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 22, 23, 25, 32, 37, 38, 40, 42 à 46;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 1979 établissant le plan de secteur du Sud-Luxembourg;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg (planche 68/7) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts à Arlon, tel que publié au *Moniteur belge* le 23 février 2004, ne correspond pas à la cartographie annexée audit arrêté;

Considérant qu'entre la carte adoptée le 4 décembre 2003 figurant la modification du plan de secteur du Sud-Luxembourg et le dispositif de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 il a été constaté les différences suivantes :

1<sup>o</sup> il n'est fait état dans l'arrêté ni de l'inscription d'une zone naturelle ni de la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager;

2<sup>o</sup> la commune d'Etalle est concernée par la décision du Gouvernement wallon en ce que la zone naturelle et le périmètre visés sous 1<sup>o</sup> sont localisés, pour partie, sur cette commune;

Considérant que la décision du Gouvernement est correctement exprimée par la carte annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 comme en témoigne l'examen de la note au Gouvernement wallon présentant le dossier;

Considérant en effet que des périmètres Natura 2000 jouxtent le site, à savoir le périmètre dit "Camp militaire de Lagland" (code BE34058) au Sud de la carrière et le périmètre dit "Marais de la Haute-Semois et Bois de Heinsch" (code BE34057) au Sud-Ouest de la carrière et au Nord de la RN83; que ce dernier périmètre englobe la réserve naturelle de Sampont, située au Nord du projet;

Considérant par ailleurs que la réserve naturelle de Sampont constitue un patrimoine biologique d'une valeur exceptionnelle, notamment par l'existence de marais alcalins; que cet habitat est d'une grande rareté; que son intérêt est confirmé par la présence d'une faune et d'une flore uniques sur le plan européen;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de protéger ces terrains et de leur conférer un statut spécifique en les inscrivant en zone naturelle au plan de secteur;

Considérant que, bien qu'inscrits en zone d'intérêt paysager au plan de secteur, les marais de Vance et de Sampont ne présentent pas, dans les faits, d'intérêt paysager selon l'analyse du secteur d'Arlon, réalisée en septembre 1996 par l'ADESA;

Considérant dès lors qu'il n'y a pas lieu de maintenir ces terrains en périmètre d'intérêt paysager;

Considérant que le texte adopté le 4 décembre 2003 par le Gouvernement wallon constituait une version antérieure de l'arrêté dont objet; que c'est par erreur qu'il a été promulgué et ensuite publié au *Moniteur belge*;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de modifier l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg (planche 68/7) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts à Arlon;

Considérant, compte tenu de ce qui précède, que l'avant-projet doit porter sur l'inscription, sur le territoire des communes d'Arlon et d'Etalle, d'une zone naturelle de 95 hectares, et, sur le territoire de la commune d'Arlon, d'une zone d'espaces verts de 3 hectares et d'une zone d'extraction d'une superficie de 14,3 hectares, répartis comme suit :

- 10 hectares de gisement proprement dit;
  - 1,2 hectare pour l'intégration des stocks, parkings et dépôts de terres de découverte dans la partie sud-ouest du site;
  - 2 hectares pour l'aménagement d'un merlon de stériles destiné à jouer le rôle de butte tampon le long de la route RN83;
  - 1,1 hectare destiné à une zone tampon de l'ordre de 5 mètres de profondeur à aménager sur tout le périmètre de la zone d'extension de la carrière;
- ainsi que sur la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager d'une superficie de 147 hectares, sur le territoire des communes d'Arlon et d'Etalle;

Considérant que les conditions de l'article 46, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, tel que modifié par le décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative, qui dispose désormais que "l'inscription de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation est compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement" sont remplies par le présent avant-projet;

Considérant en effet que 5,3 hectares de zone forestière sont affectés en zone d'extraction et que 7,5 hectares de zone d'habitat sont réaffectés en zones naturelle et d'espaces verts par le présent avant-projet;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg (planche 68/7) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts à Arlon :

1<sup>o</sup> à l'article 1<sup>er</sup>, entre les mots "d'extraction" et les mots "d'une zone d'espaces verts", sont ajoutés les mots ", d'une zone naturelle,";

2<sup>o</sup> le même article est complété par les mots "et la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager";

3<sup>o</sup> à l'article 2, les mots "et d'une zone d'espaces verts, sur le territoire de la commune d'Arlon.", sont remplacés par les mots ", d'une zone naturelle, d'une zone d'espaces verts et la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire des communes d'Arlon et d'Etalle.".

**Art. 2.** Le Ministre du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juillet 2005.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 2074

[2005/202145]

**20. JULI 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Süd-Luxemburg (Karte 68/7) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets und eines Grüngiebts auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon angenommen wurde**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 1, 22, 23, 25, 37, 38, 40, 42 bis 46;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. März 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Süd-Luxemburg;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Süd-Luxemburg (Karte 68/7) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets und eines Grüngiebts auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon angenommen wurde, so wie er im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. Februar 2004 veröffentlicht wurde, der dem besagten Erlass beigefügten kartographischen Darstellung nicht entspricht;

In der Erwägung, dass zwischen der am 4. Dezember 2003 angenommenen Karte zur Darstellung der Abänderung des Sektorenplans Süd-Luxemburg und dem maßgeblichen Text des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 die folgenden Unterschiede festgestellt wurden :

1<sup>o</sup> in dem Erlass wird weder die Eintragung eines Naturgebiets noch die Streichung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse erwähnt;

2<sup>o</sup> die Gemeinde Etalle ist durch den Beschluss der Wallonischen Regierung betroffen, da das Naturgebiet und der Umkreis, die unter 1<sup>o</sup> gemeint sind, teilweise in dieser Gemeinde gelegen sind;

In der Erwägung, dass der Beschluss der Regierung durch die dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 beigefügte Karte korrekt ausgedrückt ist, wie aus dem Bericht an die wallonische Regierung zur Vorstellung der Akte hervorgeht;

In der Erwägung, dass Natura 2000-Gebiete, nämlich der Umkreis genannt "Camp militaire de Lagland" (Code BE34058) südlich des Steinbruchs und der Umkreis genannt "Marais de la Haute-Semois et Bois de Heinsch" (Code BE34057) im Südwesten des Steinbruchs und nördlich der RN83 in der Nähe des Geländes liegen, und dass der letztgenannte Umkreis das nördlich des Projekts gelegene Naturschutzgebiet von Sampont umfasst;

In der Erwägung andererseits, dass das Naturschutzgebiet von Sampont ein biologisches Erbgut mit außergewöhnlichem Wert bildet, insbesondere wegen des Vorhandenseins von alkalihaltigen Sümpfen; dass ein solcher Lebensraum äußerst selten vorzufinden ist; dass sein Interesse durch das Vorhandensein einer in Europa alleinigen Fauna und Flora bestätigt wird;

In der Erwägung also, dass es Anlass gibt, diese Gelände zu schützen und ihnen durch Eintragung als Naturgebiet im Sektorenplan einen spezifischen Status zu erteilen;

In der Erwägung, dass die Sümpfe von Vance und Sampont, auch wenn sie in einem Gebiet von landschaftlichem Interesse im Sektorenplan eingetragen sind, nach der im September 1996 von der ADESA durchgeführten Analyse des Sektors Arlon tatsächlich kein landschaftliches Interesse aufweisen;

In der Erwägung, dass es infolgedessen keinen Anlass gibt, dass diese Gelände in einem Umkreis von landschaftlichem Interesse bleiben;

In der Erwägung, dass der am 4. Dezember 2003 von der Wallonischen Regierung angenommene Wortlaut eine frühere Fassung des betreffenden Erlasses war, und dass er irrtümlicherweise verabschiedet und anschließend im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde;

In der Erwägung, dass es daher Anlass gibt, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Süd-Luxemburg (Karte 68/7) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets und eines Grüngiebts auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon angenommen wurde, abzuändern;

In der Erwägung, dass der Vorentwurf, unter Berücksichtigung des Vorhergehenden, die Eintragung auf dem Gebiet der Gemeinden Arlon und Etalle eines Naturgebiets von 95 ha und auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon eines Grüngiebts von 3 ha und eines Abbaugiebts mit einer Fläche von 14,3 ha mit folgender Verteilung :

- 10 ha für das eigentliche Vorkommen;

- 1,2 ha für die Eingliederung der Vorräte, Parkflächen und Lagerungen von Abraumerde im südöstlichen Teil des Geländes;

- 2 ha für die Anlage eines Schutzwalls von Bergen, der als Pufferhügel entlang der Straße RN83 dienen soll;

- 1,1 ha für eine Pufferzone mit einer Tiefe von ca. 5 Metern, die auf dem ganzen Umkreis des Erweiterungsgebiets des Steinbruchs anzulegen ist;

sowie die Streichung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse mit einer Fläche von 147 ha auf dem Gebiet der Gemeinden Arlon und Etalle betreffen muss;

In der Erwägung, dass Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3°, in seiner durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung abgeänderten Fassung, jetzt lautet: "die Eintragung jedes neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets wird ausgeglichen, und zwar dadurch, dass ein bestehendes, zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in gleichem Maße verändert wird, oder durch jegliche von der Regierung bestimmte Ausgleichung"; dass die Bedingungen von diesem Artikel durch den vorliegenden Vorentwurf erfüllt sind;

In der Erwägung, dass der vorliegende Vorentwurf 5,3 ha Forstgebiet die Zweckbestimmung als Abbaugebiet und 7,5 ha Wohngebiet eine neue Zweckbestimmung als Natur- und Grüngebiet gibt;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Süd-Luxemburg (Karte 68/7) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugiebts und eines Grüngiebts auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon angenommen wurde :

1° wird in Artikel 1 zwischen die Wörter "d'extraction" und die Wörter "d'une zone d'espaces verts" die Wörter "d'une zone naturelle," eingefügt;

2° wird derselbe Artikel mit den Wörtern "et la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager" ergänzt;

3° werden in Artikel 2 die Wörter "et d'une zone d'espaces verts, sur le territoire de la commune d'Arlon." durch die Wörter ", d'une zone naturelle, d'une zone d'espaces verts et la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire des communes d'Arlon et d'Etalle." ersetzt.

**Art. 2** - Der Minister der räumlichen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juli 2005

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 2074

[2005/202145]

**20 JULI 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot beslissing om het gewestplan Luxemburg-Zuid (blad 68/7) aan herziening te onderwerpen en tot goedkeuring van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemingsgebied en een groengebied in Aarlen**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 1, 22, 23, 25, 32, 37, 38, 40, en 42 tot en met 46;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 1979 tot opstelling van het gewestplan Luxemburg-Zuid;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering tot beslissing om het gewestplan Luxemburg-Zuid (blad 68/7) aan herziening te onderwerpen en tot goedkeuring van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemingsgebied en een groengebied in Aarlen, zoals bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 23 februari 2004, niet overeenkomt met de kaarten in bijlage bij dit besluit;

Overwegende dat er tussen de kaart aangenomen op 4 december 2003 die de wijziging van het gewestplan Luxemburg-Zuid voorstelt en het beschikkende deel van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003, volgende verschillen werden vastgesteld :

1° in het besluit worden noch de opnemings van een natuurgebied noch de afschaffing van een waardevolle landschappelijke omtrek vermeld;

2° de gemeente Etalle is betrokken bij de beslissing van de Waalse Regering in die mate dat de in 1° bedoelde natuurgebied en omtrek gedeeltelijk op deze gemeente gelegen zijn;

Overwegende dat de beslissing van de Regering duidelijk wordt weergegeven op de kaart in bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 zoals blijkt uit de analyse van de nota gericht aan de Waalse Regering ter voorstelling van het dossier;

Overwegende dat Natura 2000 omtrekken immers aan het gebied grenzen, namelijk de omtrek "Camp militaire de Lagland" (code BE34058) ten zuiden van de groeve en de omtrek "Marais de la Haute-Semois et Bois de Heinsch" (code BE34057) ten zuidwesten van de groeve en ten noorden van de RN83; dat deze laatste omtrek het natuurreservaat "Sampont" gelegen ten noorden van het project, omvat;

Overwegende dat het natuurreservaat "Sampont" overigens een biologisch patrimonium van uitzonderlijke waarde vormt, namelijk door de aanwezigheid van alkalisch laagveen; dat dit habitat heel zelden voorkomt; dat het belang ervan wordt bevestigd door de aanwezigheid van een unieke fauna en flora op Europees vlak;

Overwegende dat derhalve dit gebied moet beschermd worden en dat het een specifiek statuut moet krijgen door de opnemings ervan in een natuurgebied op het gewestplan;

Overwegende dat het laagveen van "Vance" en "Sampont", ondanks de opnemings ervan in een waardevol landschappelijk gebied, in feite, geen landschappelijke waarde heeft volgens de analyse van de sector Aarlen uitgevoerd in september 1996 door de ADESA;

Overwegende dat derhalve dit gebied niet binnen een waardevolle landschappelijke omtrek dient te blijven;

Overwegende dat de tekst aangenomen op 4 december 2003 door de Waalse Regering een vorige versie was van het bedoelde besluit; dat het besluit per vergissing werd afgekondigd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;

Overwegende dat derhalve het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot beslissing om het gewestplan Luxemburg-Zuid (blad 68/7) aan herziening te onderwerpen en tot goedkeuring van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een groengebied in Aarlen dient gewijzigd te worden;

Overwegende dat, rekening houdende met het voorgaande, het voorontwerp moet betrekking hebben op de opnemings op het grondgebied van de gemeentes Aarlen en Etalle van een natuurgebied van 95 hectare en, op het grondgebied van de gemeente Aarlen van een groengebied van 3 hectare en van een ontginningsgebied van 14,3 hectare, ingedeeld als volgt :

- 10 hectare eigenlijke afzetting;
- 1,2 hectare voor de opnemings van voorraad, parkeerterreinen en opslag van ontsluitingsgronden in het zuidwestelijk gedeelte van het gebied;
- 2 hectare voor de inrichting van een merloen van gesteenten zonder mineralen die als bufferheuvel moet dienen langs de weg RN83;
- 1,1 hectare voor een bufferzone van 5 meter diepte die wordt ingericht rondom de omtrek van het uitbreidingsgebied van de groeve;

alsook op de afschaffing van een waardevolle landschappelijke omtrek van 147 hectare op het grondgebied van de gemeentes Aarlen en Etalle;

Overwegende dat de voorwaarden van artikel 46, § 1, tweede lid, 3°, zoals gewijzigd bij het Programmadecreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging, dat voortaan het volgende bepaalt :

"de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige wijziging van een bestaande bebouwingsgebied in een niet-bebouwingsgebied of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering" door dit voorontwerp worden vervuld;

Overwegende dat 5,3 hectare bosgebied worden bestemd als ontginningsgebied en dat 7,5 hectare woongebied door dit voorontwerp als natuurgebied en groengebied bestemd worden;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

**Artikel 1.** In het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot beslissing om het gewestplan Luxemburg-Zuid (blad 68/7) aan herziening te onderwerpen en tot goedkeuring van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied en een groengebied in Aarlen :

1° in artikel 1, worden tussen de woorden "ontginning" en de woorden "een groengebied", de woorden "een natuurgebied" toegevoegd;

2° hetzelfde artikel wordt aangevuld als volgt : "en de afschaffing van een waardevolle landschappelijke omtrek";

3° in artikel 2, worden de woorden "en een groengebied op het grondgebied van de gemeente Aarlen" vervangen door de woorden "een natuurgebied, een groengebied en de afschaffing van een waardevolle landschappelijke omtrek op het grondgebied van de gemeentes Aarlen en Etalle".

**Art. 2.** De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juli 2005.

De Minister-president,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE